

mesures le gouvernement est-il prêt à prendre pour exploiter cette possibilité d'emplois supplémentaires dans l'industrie canadienne de l'aviation?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, je crois sincèrement qu'il est trop tôt pour que je puisse me prononcer là-dessus. La situation est encore en ébullition et les compagnies en cause recherchent toujours une solution. Je pourrais quand même signaler que si ce projet est trop considérable pour la Rolls-Royce, appuyée à fond par le gouvernement britannique et assistée de l'une des plus grandes sociétés américaines, il pourrait être trop grand pour le Canada aussi. Néanmoins, nous explorons toutes les possibilités, monsieur l'Orateur.

LE CAS DE LA ROLLS-ROYCE—LES CONTRATS DE FABRICATION DE MOTEURS POUR LA LOCKHEED

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, le ministre pourrait-il renseigner la Chambre quant à la valeur des contrats souscrits par des sociétés canadiennes dans le cadre du programme de fourniture de moteurs à réaction Rolls-Royce RB 211 à la société Lockheed?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, je n'ai pas ce chiffre. Je pourrais essayer de l'obtenir mais je reconnais que ces contrats étaient très importants, surtout pour certains constructeurs canadiens d'avions qui ont misé beaucoup sur eux.

L'hon. M. Stanfield: Une fois qu'il aura examiné la situation, le ministre pourrait-il faire une déclaration à la Chambre et donner la valeur globale des contrats, le nombre de personnes employées dans le cadre de ce programme et les mesures, s'il en est, que le gouvernement prendra pour aider les compagnies et les travailleurs concernés à faire face aux problèmes qui pourraient résulter de la résiliation de ces contrats?

L'hon. M. Pepin: Monsieur l'Orateur, j'essaierai de donner tous les renseignements que je possède quand je répondrai à la question.

[Plus tard]

M. W. B. Nesbitt (Oxford): Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce et elle porte sur les questions et réponses relatives à la société Rolls-Royce et à des sociétés connexes. Le ministre étudie-t-il avec son collègue le ministre des Finances la question de savoir s'il y aurait lieu en ce moment de stabiliser le dollar canadien, étant donné le taux actuel du change qui a eu un effet quasi désastreux sur bon nombre d'industries secondaires, surtout la construction aéronautique et la fabrication de pièces d'automobiles?

L'hon. M. Pepin: Monsieur l'Orateur, le ministre des Finances est, je crois, au courant de tout ce qu'il y a de vrai là-dedans. Il n'en apprendrait pas davantage en lisant la question.

[M. McBride.]

LA LOI SUR LA CONVENTION CONCERNANT LES OISEAUX MIGRATEURS

LES NÉGOCIATIONS AVEC LES ÉTATS-UNIS QUANT AUX DROITS DE CHASSE ET DE PÊCHE DES ABORIGÈNES

M. Thomas S. Barnett (Comox-Alberni): Monsieur l'Orateur, ma question pourrait intéresser deux ou trois ministres, mais, étant donné qu'elle concerne les relations du Canada avec un autre État, je vais l'adresser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le ministre nous dirait-il si des négociations sont en cours avec les États-Unis en vue de la modification de la loi sur la Convention concernant les oiseaux migrateurs afin de reconnaître les droits de chasse et de pêche de nos aborigènes? Si oui, le ministre nous dirait-il dans quel délai ces négociations aboutiront?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, j'aimerais tenir la question pour préavis.

* * *

AIR CANADA

LA CONCURRENCE ET LES COMMANDES DE MATÉRIEL

M. Stan Schumacher (Palliser): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports. Le 13 mars 1970, on a demandé si la société Air Canada passerait sa commande d'aérobuses à un autre constructeur que Lockheed afin d'assurer la livraison des appareils. Vu le délai d'un an prévu pour la livraison du Tri-Star de Lockheed, quelles mesures le gouvernement prendra-t-il pour garder la société Air Canada concurrentielle en obtenant du matériel et pour corriger l'erreur commise par cette société en passant la commande à la Lockheed?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je ne peux que répéter ce que j'ai dit vendredi et qui représente l'essentiel de ce que vient de déclarer mon collègue le ministre de l'Industrie et du Commerce, savoir qu'actuellement, nous ne savons pas exactement ce que la Rolls-Royce a l'intention de faire à propos du Lockheed 1011. Je ne peux que dire que la société Air Canada examine constamment ce problème et qu'elle prendra sa décision dès que la situation aura été clarifiée.

* * *

AFFAIRES INDIENNES

LA CONCURRENCE ET LES COMMANDES DE MATÉRIEL
VOIE D'ACCÈS SÛRE À L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

M. David MacDonald (Egmont): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. D'après ce que le ministre a dit vendredi dernier, le gouvernement ne procéderait pas à la construction de la chaussée ou du point à la réserve indienne de l'île Lennox comme il l'avait laissé entendre